

## Les groupes de la majorité régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le 12 juin 2014

Parce que nous pensons qu'il ne peut y avoir de politique de gauche sans une grande ambition pour l'art et la culture, les groupes de la majorité du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'associent aux nombreux appels des organisations professionnelles, des élus, des acteurs culturels adressés à la ministre de la culture, au ministre de l'emploi et au Premier ministre pour qu'ils ne ratifient pas l'accord sur l'assurance chômage du 22 mars dernier dont le Conseil National de l'Emploi (CNE) réuni le 4 juin a lancé la procédure en dépit des de l'opposition des 2 syndicats majoritaires (CGT-CGC). Le CNE est à nouveau convoqué pour le 18 juin pour ratification définitive et présentation pour agrément au gouvernement dans la foulée.

Pourtant, comme le rappelle plus d'une soixantaine de signataires dans une lettre adressée au Premier ministre, des propositions précises pour une réforme équitable et durable ont été faites après un long travail entre les organisations professionnelles et le comité de suivi parlementaire, en s'appuyant sur les travaux de chercheurs indépendants. Tous ces travaux ont été ignorés par le patronat et les signataires de l'accord du 22 mars alors que chacun sait que si cet accord était agréé par le gouvernement les salariées les plus précaires et les structures les plus fragiles seraient particulièrement affectés. Dans l'immédiat c'est l'ensemble des festivals de la région PACA qui risque de pâtir de l'obstination du Medef.

Le gouvernement doit entendre les protestations non seulement des professionnels de la culture mais également des centaines de parlementaires et d'élus locaux qui défendent le développement et l'aménagement culturel de leurs territoires. Les artistes, techniciens et professionnels du spectacle ne demandent pas l'aumône mais la reconnaissance par la nation du rôle essentiel qu'ils jouent dans la vie économique, sociale et culturelle de notre pays.

Conscients de la place importante que tient notre région dans le mouvement artistique et culturel, les élus de Provence-Alpes-Côte d'Azur demandent instamment au gouvernement de ne pas agréer l'accord et rouvrir les négociations entre les partenaires sociaux.